



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE
Direction Financière Juridique et des Moyens
Sous-Direction juridique et de l'Achat Public
Service de la Commande Publique
75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Objet du marché :

TRAVAUX COURANTS DE MAINTENANCE DES PARQUETS
MARCHE N° 2024-204M

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET	4
1-1 – Objet du marché	4
1-2 – Forme du marché	4
1-3 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	4
1-4 – Découpage en tranches et en lots	4
1-5 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	5
1-6 – Protection de l'environnement	5
1-6-1 – Dispositions générales	5
1-6-2 – Exigences environnementales	5
1-7 – Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché	5
1-8 – Dispositions générales	5
1-9 – Responsabilité sociétale des organisations (RSO)	6
1-10 – Clause d'insertion par l'activité économique	6
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	9
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE	10
3-1 – Durée globale du contrat	10
3-2 – Délais d'exécution	10
ARTICLE 4 – ORGANISATION DE LA MAINTENANCE	10
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION	11
5-1 – Conduite du marché	11
5-2 – Titulaire	12
5-3 – Intervenants du titulaire sur le site	12
5-4 – Modalités particulières d'exécution	15
ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	16
6-1 – Obligation de discrétion	16
6-2 – Obligation de conseil et d'information	17
6-3 – Protection des données à caractère personnel	17
6-4 – Action de communication	20
6-5 – Mesures de sécurité	21
6-6 – Obligations générales de sécurité	22
6-7 – Sécurité incendie	22
6-8 – Protection des abords et des publics	22
ARTICLE 7 – RESPONSABILITES, ASSURANCES, GARANTIE	23
7-1 – Responsabilités	23
7-2 – Assurances	23
7-3 – Garantie	24
ARTICLE 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	24
8-1 – Nature et contenu des prix	24
8-2 – Prix forfaitaire	25

8-3 – Bons de commandes	25
8-4 – Prix nouveaux	27
8-5 – Clause de réexamen	28
8-6 – Prestations similaires	29
ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	29
9-1 – Répartition des paiements	29
9-2 – Modalités de règlement pour le forfait	29
9-3 – Modalités de règlement pour la part à commandes	29
9-4 – Modalités de transmission des documents relatifs au paiement	30
9-5 – TVA	31
9-6 – Délais de paiement et intérêts moratoires	31
9-7 – Variation des prix	32
9-8 – Paiement des sous-traitants	33
9-9 – Paiement des co-traitants	33
9-10 – Retenue de garantie	33
ARTICLE 10 – CESSION ET NANTISSEMENT	33
Article 11 – AVANCE	34
Article 12 – défaut d'atteinte des résultats - Pénalités	34
12-1 – Défaut d'atteinte des résultats	34
12-2 – Pénalités	34
12-3 – Réfactions	35
12-4 – Indemnités	35
ARTICLE 13 – SOUS TRAITANCE	35
ARTICLE 14 –PREPARATION, EXECUTION DES TRAVAUX	37
14-1 – Connaissance des lieux	37
14-2 – Prototypes - Echantillons	37
Article 15 – RECEPTION et VERIFICATION DES PRESTATIONS	37
15-1 – Constatation et constat contradictoires	37
15-2 – Réception des prestations	38
ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFERENDS	40
ARTICLE 17 – RESILIATION	40
ARTICLE 18 – Lutte contre le travail illégal	40
18-1 – Lutte contre le travail dissimulé	40
18-2 – Emplois de travailleurs étrangers	41
ARTICLE 19 – DEROGATION AU CCAG/TRAVAUX	41

ARTICLE 1 – OBJET

1-1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux courants de maintenance des parquets dans les immeubles parisiens propriété de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML) : une partie du palais du Louvre, le musée Delacroix et les lots de l'EPML dans la copropriété du 180 rue de Rivoli.

La description des prestations et des résultats attendus sont définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP), portant la référence 2024-204M, et ses annexes.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Oui

L'EPML a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique des marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause d'insertion définie à l'article 2.7 du présent règlement de la consultation et à l'article 1.10 du cahier des clauses administratives particulières.

1-2 – Forme du marché

La présente consultation est passée selon la **procédure adaptée ouverte** en application des articles R2123-1-1° et L2123-1 du Code de la commande publique.

Le marché est un marché à **prix mixte** composé :

- d'une part forfaitaire,
- d'une part à commandes.

Le présent marché est rémunéré par un prix forfaitaire. Il comprend par ailleurs une part à commande donnant lieu à l'établissement d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande au sens des dispositions des articles R.2162-1 et s, R.2162-2 2° et R2162-4 premier alinéa du Code de la commande publique.

Montant Minimum H.T pour la durée totale du marché	Montant Maximum H.T pour la durée totale du marché	Montant Minimum TTC pour la durée totale du marché	Montant Maximum TTC pour la durée totale du marché
200 000 € H.T	800 000 € H.T	240 000 € TTC	960 000 € TTC

La répartition entre les prestations dues au titre de la part forfaitaire ou de la part à commande est détaillée dans le CCTP.

Les bons de commande sont émis au cours de l'exécution du marché, en fonction des besoins de la personne publique dans les limites contractuelles (maximum) du marché.

1-3 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne comporte pas de variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (ou solutions alternatives).

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

1-4 – Découpage en tranches et en lots

Les prestations ne sont pas découpées en tranches et ne font pas l'objet d'un allotissement au sens des dispositions de l'article R.2113-3 du code de la commande publique.

1-5 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/Travaux, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail où cette main-d'œuvre est employée.

1-6 – Protection de l'environnement

1-6-1 – Dispositions générales

Conformément à l'article 7 du CCAG/Travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

1-6-2 – Exigences environnementales

Les pièces du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Dans le cadre de la présente opération de travaux, le pouvoir adjudicateur, dans un souci de préservation de l'environnement, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause environnementale :

- Article 2.3 du CCTP
- Une réflexion sera apportée sur le choix des matériaux afin de limiter leur impact environnemental.
- Les bois mis en œuvre seront obligatoirement issus de forêts gérées durablement, sous label d'éco-certification FSC, ou équivalent. Les bois ne seront pas d'essences menacées, recensées en annexe I, II, III de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacée d'extinction (CITES), ni figurant sur la liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et à celles qui sont indispensables pour les populations locales en raison de leur qualité alimentaires, pharmaceutiques ou socio-culturelles.

1-7– Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre », « l'Etablissement Public du Musée du Louvre », « l'administration », « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur »).

Les fournitures et prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire », « l'entreprise attributaire », « l'attributaire », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

1-8 – Dispositions générales

Le prestataire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son offre (notamment, lors de la visite obligatoire avant la remise des offres) :

- pris une connaissance complète et entière des sites, du terrain et des abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des prestations,
- apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication et ressources en main d'œuvre...,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du pouvoir adjudicateur, de tous services et autorités compétents.

1-9 – Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- ✓ La circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- ✓ La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- ✓ Loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- ✓ Loi AGECE - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- ✓ Loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- ✓ Le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

1-10 – Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot unique du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- *les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)*
- *les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans*
- *les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit*
- *les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)*
- *les personnes percevant une pension d'invalidité*

- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser sur la durée total de l'exécution du marché (4 ans)	
Lot unique	700 heures

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Solange AWUKLU

Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises

solange.awuklu@epec.paris

01.84.83.07.07 / 07.56.19.05.80

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

Bibata MAIGA

Chargée du contrôle d'exécution

bibata.maiga@epec.paris

Solange AWUKLU

solange.awuklu@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 13.2 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'acte d'engagement et ses annexes :
 - L'annexe relative au bordereau des prix unitaires (BPU),
 - L'annexe relative aux clauses sociales,
 - Ainsi que les éventuelles autres annexes à l'acte d'engagement (déclaration de sous-traitance, mise au point, etc.) ;
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe1 : fiche d'intervention
 - Annexe 2 : relevé typologique des parquets des salles accessibles au public
 - Annexe 3 : inventaire des parquets dans les salles accessibles au public
 - Annexe 4 : Obligations du titulaire en matière de prévention des risques sur la santé et la sécurité des travailleurs sur les sites de l'EPML
 - Annexe 5 : modèle de devis
- ✓ Les documents généraux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment :
 - Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux ou CCAG) approuvé par l'arrêté, du 30 mars 2021 (J.O. du 1^{er} avril 2021),, en vigueur au jour de la remise des offres, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
 - Et, toute autre réglementation applicable ou définie au CCTP
- ✓ L'offre technique du titulaire ;
- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/Travaux, la notification du présent marché comprend une copie de l'ensemble des pièces constitutives, à l'exception du CCAP, du CCTP, de leurs annexes, de l'offre

technique du titulaire et des documents généraux (CCAG...) qui font l'objet d'une publication officielle. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/Travaux), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

3-1 – Durée globale du contrat

La durée de validité du marché est la période durant laquelle les bons de commande peuvent être émis. Conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

La durée du marché est fixée à 48 mois fermes.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

3-2 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations forfaitaires court à compter de la date de début d'exécution pour quarante-huit (48) mois fermes.

Pour la partie correspondant à l'accord-cadre, le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai d'exécution des prestations à bons de commande démarre à compter de la date de notification du bon de commande, ou de la date indiquée sur le bon de commande,

Les délais particuliers d'exécution sont définis dans les pièces contractuelles et notamment aux articles 2.11, 3.3.1, 3.3.2 et 3.4 du CCTP.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant, leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

ARTICLE 4 – ORGANISATION DE LA MAINTENANCE

La maintenance est organisée selon les règles décrites dans le CCTP et ses annexes.

Il est rappelé qu'au titre du présent marché, le titulaire s'acquitte des obligations générales suivantes :

- **L'obligation d'information** : Pour tenir le musée informé de tous les événements relatifs aux maintenances, les prestataires utilisent des moyens de communication spécifiques et en particulier la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur). Les prestations de petites réparations comprises dans le forfait (remplacement de lames) devront être saisies dans la GMAO dans un délai de 24h maximum. Le prestataire sera formé à l'utilisation de ce système et devra lui-même le renseigner. Les prestations de ce type non renseignées dans la GMAO ne seront pas comptabilisées.
- **L'obligation de résultat** : Les maintenances requièrent un personnel disponible et fréquemment présent sur le site. Il lui revient de mettre en œuvre et ajuster les moyens nécessaires à l'atteinte des résultats, sans que cela ne puisse entraîner de modification du montant forfaitaire pour les prestations de la part forfaitaire, ou du montant du bon de commande dans les cadres des prestations sur commande.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION

5-1 – Conduite du marché

5-1-1 – Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la **DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, DE LA MAINTENANCE ET DES JARDINS (DAMJ)** de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML). Les nom et coordonnées du conducteur d'opération en charge de cette opération seront communiqués lors de la notification du marché.

Maître d'ouvrage :

Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML)

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, DE LA MAINTENANCE ET DES JARDINS (DAMJ)

Sous-direction du patrimoine (SDP)

Service maintenance et architecture (SMA)

180, rue de Rivoli - 75058 Paris Cedex 01

Fax : 01 40 20 67 94

Si en cours d'exécution du présent marché, la personne désignée comme l'interlocuteur de l'entrepreneur venait à être remplacée, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- en avertirait l'entrepreneur immédiatement,
- communiquerait dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait à l'entrepreneur par ordre de service les noms, coordonnées et fonctions du nouveau conducteur d'opération.

5-1-2 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre, notamment s'agissant des prestations forfaitaires, est principalement assurée par :

L'architecte des bâtiments de France

Service métropolitain de l'Architecture et du Patrimoine – pôle Paris

Bureau Conservation et travaux

47-49 rue Le Peletier

75009 PARIS

Les noms et coordonnées de l'interlocuteur seront communiqués au titulaire lors de la notification du marché.

Si en cours d'exécution du présent marché, la personne désignée comme l'interlocuteur de l'entrepreneur venait à être remplacée, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- en avertirait l'entrepreneur immédiatement,
- communiquerait dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait à l'entrepreneur par ordre de service les noms, coordonnées et fonctions du nouveau maître d'œuvre.

NB : La mission de maîtrise d'œuvre est principalement assurée par l'architecte des bâtiments de France lorsqu'il en a la charge. Par exception, dans le cadre de la part à commande, cette mission peut-être peut être assurée, par un autre maître d'œuvre (Architecte en chef de monuments historiques _ ACMH ou maîtrise d'œuvre privée) notamment lorsque les interventions s'insèrent dans une opération de travaux. Le cas-échéant le maître d'ouvrage en informera le titulaire et lui communiquera, conformément aux conditions ci-dessus, les noms et coordonnées de l'interlocuteur.

5-2 –Titulaire

5-2-1 – Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dès notification dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

5-2-2 – Notification des modifications

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

5-3 – Intervenants du titulaire sur le site

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Par ailleurs, l'attention du titulaire est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition de l'EPML, pendant toute la durée du marché et notamment pendant la période des congés payés, un effectif lui permettant d'assurer l'exécution des prestations demandées.

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants déclarés et acceptés par l'EPML, sont soumis aux dispositions suivantes :

5.3.1. Qualification du personnel

Dans un délai maximal de **huit (8) jours** à compter de la notification du marché, le titulaire présente à l'acceptation de la personne chargée de la conduite du marché son projet d'organisation qui devra être conforme aux dispositions du CCTP et à l'offre technique présentée, en indiquant en particulier la composition de l'équipe mise en place.

Dans tous les cas, **le titulaire fournit, avant tout début d'exécution, au pouvoir adjudicateur, la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations** de maintenance et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux afin notamment de vérifier que les salariés désignés par le titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre. Cette liste devra être mise à jour à chaque modification de personnel.

En outre, le titulaire devra remettre à l'EPML, dans les conditions de délais définies au CCTP, les habilitations et agréments exigés par la réglementation pour la réalisation des tâches courantes par les intervenants affectés sur le site, ainsi que toutes les attestations de stage ou de brevet relatives aux formations en sécurité incendie et secourisme.

5.3.2. Modification concernant le personnel

A) Dispositions générales

Sauf cas de force majeure, toute modification concernant le personnel se fait avec l'accord de la personne chargée de la conduite du marché.

Toute modification affectant le personnel, en particulier tout remplacement de personnel, doit être immédiatement signalée et justifiée à la personne chargée de la conduite du marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de l'information.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du marché, nécessaires à l'exécution des prestations. Tout remplacement s'effectue à grade et compétence équivalents ou supérieurs. La notion d'équivalence inclut la compétence ainsi que l'expérience dans le domaine.

En cas d'accident de travail d'un de ses personnels, le titulaire en informera sans délai la personne chargée de la conduite du marché et fournira copie de la déclaration d'accident.

La personne chargée de la conduite du marché peut exiger le remplacement de tout personnel ne donnant pas satisfaction dans l'exécution des prestations. Cette demande motivée par les énoncés des inobservations aux prescriptions du marché, sera écrite et adressée au titulaire.

En l'absence de rejet par la personne chargée de la conduite du marché, et passé un délai d'un mois suivant la proposition du titulaire, la modification de personnel est réputée acceptée.

En aucun cas, le remplacement de personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

La rotation annuelle des personnels du fait du titulaire ne devra pas dépasser 20% durant la première année d'exécution et 10% les années suivantes.

B) Remplacement d'un membre du personnel en cours d'exécution du marché

S'agissant du remplacement des absences temporaires, les personnes absentes, quelle qu'en soit la raison doivent être remplacées par des personnes d'une qualification équivalente, étant entendu que le poste concerné ne doit en aucun cas rester vacant. Le titulaire dispose d'un délai de 24 heures pour désigner ce remplaçant en cas d'absence imprévue.

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personnes désignées dans l'organigramme venai(en)t à être remplacée(s) de façon définitive, le titulaire a obligation d'en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et de lui communiquer avant le remplacement le dossier d'agrément du ou des remplaçant(s). Cette demande d'agrément est un préalable à tout remplacement éventuel conformément aux dispositions définies à l'article 5.3 du présent CCAP.

La demande de remplacement doit être communiquée quinze (15) jours au minimum avant la date du remplacement éventuel. Au vu des éléments fournis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le(s) remplaçant(s) dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception des informations concernant le(s) remplaçant(s). Le titulaire dispose de deux (2) jours pour désigner un 2^{ème} remplaçant et en informer le représentant du pouvoir adjudicateur.

A défaut de désignation, ou si le 2^{ème} remplaçant est récusé, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au présent CCAP et à l'article 50.3 du CCAG/Travaux.

En cas de situation exceptionnelle et dûment motivée et si le titulaire ne peut objectivement pas être en mesure de procéder à un remplacement avant les délais impartis, le représentant de l'EPML pourra autoriser, de façon exceptionnelle et provisoire, le remplaçant à prendre ses fonctions sur le site de l'établissement. Sous 24h00 maximum, le titulaire est tenu de fournir un dossier complet d'agrément.

C) Agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations régulières ou faisant l'objet d'un bon de commande

L'agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations régulières ou les prestations faisant l'objet d'un bon de commande répond aux mêmes conditions et exigences que celles décrites aux articles 5.3.1 ; 5.3.2 et 5.3.3.3 du présent CCAP.

5-3-3 Procédure d'agrément du personnel

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants déclarés et acceptés par la personne publique, sont soumis aux dispositions suivantes :

Agrément du dispositif du titulaire

Le titulaire doit fournir la liste nominative des personnels affectés à son exécution, accompagnée, d'un dossier d'agrément par salarié affecté sur le site qui comporte :

- Une photocopie d'un justificatif d'identité ou le cas échéant du titre de séjour de l'agent,
- Un curriculum vitae
- Un extrait de casier judiciaire n° 3
- Une photo d'identité sur fond blanc au format .JPG

Ces pièces sont nécessaires à la délivrance du badge d'accès.

En vertu de l'article 777 du Code de procédure pénale (CPP) ce bulletin n° 3 doit être réclamé par la personne qu'il concerne, et ne peut, en aucun cas, être délivré à un tiers :

En pratique, l'intéressé doit adresser sa demande à l'adresse suivante :

CASIER JUDICIAIRE NATIONAL

107 rue du Landreau

44317 NANTES CEDEX 3

Il peut également adresser sa demande en ligne à l'adresse internet suivante :

<https://casier-judiciaire.justice.gouv.fr/>

Pour des raisons de sécurité évidentes, le titulaire doit veiller à ce que la liste nominative des salariés remise au musée du Louvre soit à tout moment conforme à la réalité des effectifs.

Aucune personne ne peut pénétrer dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance, objet du présent marché, sur le site de l'établissement public du musée du Louvre, site sensible, si elle ne dispose pas de l'agrément de la direction de la surveillance.

Le titulaire doit donc obtenir l'agrément du musée du Louvre de chaque membre de l'équipe mise en place pour l'exécution des prestations **avant** son affectation.

L'établissement public du musée du Louvre se réserve le droit de refuser l'agrément à un salarié du titulaire ne présentant pas les qualités requises.

Agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations forfaitaires ou faisant l'objet d'un bon de commande.

L'agrément de nouveaux arrivants en cours d'exécution du marché pour les prestations régulières ou les prestations faisant l'objet d'un bon de commande répond aux mêmes conditions et exigences que celles décrites ci-dessus.

Chaque personnel porte une tenue professionnelle avec logo du titulaire.

5-3-4 – Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

A titre d'information (liste non exhaustive), les membres du personnel doivent s'abstenir de comportements tels que :

1. Absences ou retards répétés ;
2. Consommation d'alcool et stupéfiants pendant les heures de travail ;
3. Utilisation des outils de communication à titre personnel ;
4. Défauts relationnels entraînant des dysfonctionnements.

Le personnel chargé de l'exécution des prestations doit en outre :

5. Etre doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient ;
6. S'abstenir de toucher aux ouvrages, meubles, œuvres ou installations techniques dont il n'a pas l'usage dans l'exécution de sa tâche ;
7. Transmettre à la personne chargée de la conduite du marché tout fragment ou débris lui semblant provenir d'une œuvre ;
8. Signaler à la personne chargée de la conduite du marché toute anomalie constatée concernant les ouvrages, installations techniques, meubles et œuvres, situés dans les espaces où il intervient.

La personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat et le remplacement de toute personne ne lui paraissant pas adopter un comportement adéquat, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance ou ne pas respecter les obligations dont il est fait état dans cet article.

Le règlement intérieur de l'EPML qui sera communiqué sur demande est applicable au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants et fournisseurs.

5.3.5. Plan de prévention

Dans le mois suivant la notification du marché, il sera procédé à une inspection commune des lieux d'intervention et des matériels. Au vu des éléments recueillis au cours de cette inspection, une analyse des risques pour le personnel de l'entreprise sera effectuée en commun et un plan de prévention établi par écrit sera arrêté, intégrant le protocole de chargement –déchargement. Le Titulaire doit mettre en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

5-4 – Modalités particulières d'exécution

5-4-1 Contraintes muséographiques

Les contraintes liées à l'environnement muséographique sont importantes et ne doivent pas être négligées.

Le Titulaire ne sera en aucun cas autorisé à toucher ou manipuler une œuvre. Si une intervention de maintenance nécessite le déplacement d'une œuvre celui-ci doit être autorisé par le conservateur, programmé avec le service concerné, et effectué par du personnel formé et habilité du musée du Louvre.

Le musée du Louvre est un établissement mondialement connu et qui reçoit beaucoup de public. La fermeture d'une salle en vue de réaliser des prestations de maintenance ne peut être justifiée que pour une raison impérieuse de sécurité ou exceptionnelle qui devra faire l'objet d'un accord préalable de la direction de la surveillance et/ou du SPSI.

Le mardi « jour de fermeture » du musée au grand public n'est pas réellement sans public (copistes, tournage, photographes, déplacement d'œuvre, etc.) Le mardi est cependant le jour où peuvent se programmer les opérations de maintenance les plus lourdes en zones muséographiques.

Les plages d'ouverture au public (lundi, jeudi, samedi et dimanche de 9H00 à 18H00.) incluent les week-ends et les jours fériés, deux nocturnes les mercredis et vendredis prolongent l'ouverture jusqu'à 22H00 ainsi qu'un samedi par mois.

Le travail dans l'environnement direct des œuvres (salle muséographique, ateliers de restauration ou réserve.) ne peut être effectué sans l'accord et la présence d'une personne représentant les conservations ou la direction de la surveillance.

5-4-2 – Approvisionnement et règlement de l'aire de livraison

Pour l'acheminement du matériel, et des matériaux nécessaires aux travaux, le titulaire pourra utiliser l'aire de livraison et le service des caristes de l'EPML. Pour ce faire, il devra donner tous les renseignements nécessaires à la personne en charge du suivi du contrat au moins une semaine à l'avance et obtenir l'autorisation du service de l'aire de livraison. Les chargements et déchargements s'effectueront à l'aire de livraison mais les véhicules du titulaire ou de ses fournisseurs devront quitter le site dès ces opérations terminées. Les matériels et matériaux seront alors pris en charge par les caristes de l'EPML jusqu'aux différents monte-charge par la voie de desserte intérieure (VDI). Leur acheminement depuis le monte-charge jusqu'à pied d'œuvre restant à la charge du titulaire au moyen de chariots correctement entretenus et dont les roues seront en caoutchouc pour ne pas abîmer les revêtements de sol et en particulier les parquets.

L'EPML informe le titulaire qu'aucun parking gratuit pour véhicule n'est disponible sur le site du Louvre.

Le règlement de la circulation intitulé « Livret de circulation dans le domaine national du Louvre et des Tuileries », et le règlement de l'aire de livraison sont applicables par le titulaire du marché, ses sous-traitants et ses fournisseurs. Le musée du Louvre les communique sans délai sur demande du titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des consignes de comportement, de conduite, de stationnement de véhicules contenus dans ces règlements.

La responsabilité du titulaire sera engagée en cas de non-respect de ces règlements.

5-4-3 – Moyens mis à la disposition du titulaire par l'EPML

Les documents, équipements et matériels qui pourraient être mis à disposition du personnel du Titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché et ne peut le faire sortir du site sans l'accord écrit du musée du Louvre.

Si le Titulaire ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, le musée du Louvre et ses représentants décident, après s'être informé de ses possibilités, la mesure de réparation à appliquer (remplacement ou remise en état).

Il ne sera mis aucun local à la disposition permanente du titulaire.

5-4-5 – Obligation de résultat

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, véritable, déterminé à l'avance.

Les travaux d'entretien ou de réparation ont pour but de conserver entier l'accès au public des salles concernées, en toute sécurité pour les usagers et les visiteurs, et de manière pérenne.

Le parti de restauration et d'entretien des parquets consiste à en privilégier l'aspect et les façons originelles. L'aspect après travaux des parties entretenues ou réparées devra donc être parfaitement identique aux existants bordant les ensembles concernés.

L'objectif assigné au titulaire est de maintenir les surfaces dans un état conforme aux exigences définies notamment par l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), conservateur du Palais du Louvre et du jardin des Tuileries. Les interventions du titulaire feront l'objet de contrôles simples ou contradictoires avec l'ABF, pendant et à l'issue de leur exécution afin de garantir leur adaptation au besoin, leur efficacité et leur aspect.

Les prestations sont à exécuter en tenant compte des contraintes, de la localisation et nature des locaux, des horaires et de la fréquentation de l'établissement, tant par les collaborateurs de l'EPML et par les entreprises en charge de travaux externalisés que par le public visiteur. Aucun coût complémentaire ne sera admis après l'attribution du marché. Les résultats de la visite de prise en charge des prestations, ou tout autre argument, ne pourront justifier cette pratique, le titulaire devra s'assurer de la fiabilité de son offre avant sa remise. Le titulaire est réputé avoir une connaissance suffisante de la constitution des bâtiments et des conditions particulières d'accès liées à la sécurité.

5-4-6 – Autres intervenants

Dans certains cas où les prestations s'inséreraient dans des travaux particuliers, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) pourrait être confiée à un organisme agréé. Ainsi, d'autres acteurs pourraient alors intervenir. Le maître d'ouvrage informera alors le Titulaire des coordonnées de ces nouveaux intervenants.

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

6-1 – Obligation de discrétion

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG / Travaux, le personnel du titulaire et de ses sous-traitants est tenu de garder confidentielles les informations dont il aura eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En particulier aucune interview relative aux activités exercées au musée du Louvre n'est autorisée sans l'accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire peut organiser des actions de communication aux conditions suivantes :

L'EPML doit être saisi par écrit de tout souhait d'action de communication 4 semaines au moins avant son organisation. Il se garde la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée, pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que le Louvre est seul à même d'évaluer.

Ainsi :

- Aucune visite individuelle ou collective à l'attention des journalistes - que le musée soit ouvert ou fermé, dans les salles du musée ou dans les espaces fermés au public ou sur des chantiers - des locaux ou installations sur lesquels le titulaire a travaillé ne peut être organisée sans l'accord préalable et sans la participation de la personne publique. Les tournages TV ou vidéo ainsi que les prises de vues photo sont soumis aux mêmes dispositions.
- Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression- par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le titulaire puisse inclure ces observations.

En aucun cas, les plans, les logiciels développés pour le musée, les bases de données informatiques, les études d'exécution, ne peuvent quitter le Louvre sans accord de l'EPML, y compris vers les locaux du titulaire et de ses sous-traitants.

6-2 – Obligation de conseil et d'information

De manière générale, le Titulaire doit informer le musée du Louvre de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler au musée du Louvre, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des biens ou des informations, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai les représentants du musée du Louvre. Il appartient aux représentants du musée du Louvre de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Le Titulaire doit assister aux représentants du musée du Louvre soit :

- par téléphone pour tout complément d'information,
- lors des réunions provoquées par les représentants du musée du Louvre si nécessaire,
- en transmettant aux représentants du musée du Louvre les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

En aucun cas les précédentes dispositions relatives à l'obligation de conseil ne dispensent le Titulaire d'assurer les prestations définies au marché.

Le Titulaire est tenu de vérifier les indications portées sur les documents qui lui sont communiqués et de signaler dans l'état actuel connu des connaissances et de la technique toute anomalie, non-concordance et autres qui lui appartiendraient sous peine d'en subir seul et de convention expresse toutes les conséquences.

Le Titulaire est tenu de s'informer sur les répercussions directes des fournitures ou prestations autres que les siennes et de fournir les renseignements relatifs aux répercussions directes de ses prestations sur les autres. Il est responsable de tout retard apporté à ces informations.

Le Titulaire doit demander aux représentants du musée du Louvre tous les renseignements que celui-ci peut détenir et qu'il estime utiles et nécessaires à tous les stades de l'exécution du marché.

Le Titulaire doit attirer l'attention par écrit aux représentants du musée du Louvre sur les inconvénients qui peuvent résulter des ordres reçus, sur les vices ou les malfaçons que ceux-ci peuvent entraîner soit pour ses propres prestations soit pour des tiers.

6-3 – Protection des données à caractère personnel

6-3-1 – Dispositions générales

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaires. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du marché.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

6-3-2 – Le traitement des données essentielles du marché public

L'EPML est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

6-3-3 – Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'EPML (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

6-3-4 – Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

6-4-1 – Photographies et prises de vues du personnel du titulaire

Le titulaire déclare être informé et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de restauration, de conservation, de maintenance et d'entretien du monument et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Le titulaire s'engage à informer ses préposés, ses sous-traitants de la possibilité de se voir filmés ou photographiés lors de l'exécution du présent marché dans le cadre de tournages ou reportages réalisés pour la presse et, plus généralement, pour les besoins de la communication sur l'Etablissement. A chaque fois que cette possibilité se présentera, le titulaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir l'autorisation expresse desdits préposés, sous-traitants d'être photographiés ou filmés à cet effet.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du Chantier. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'oeuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises

de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

6-4-2 – Prises de vues ou tournages sur le chantier par le titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression - par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le titulaire puisse inclure ces observations.

6-5 – Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Compte tenu du contexte particulier du musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'établissement public du musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes

personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne représentant le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi, aux conditions du chapitre VII- Résiliation du CCAG-Travaux.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

6-6 – Obligations générales de sécurité

Le titulaire se porte garant de son personnel et de ses sous-traitants en matière de responsabilité civile.

Le titulaire est responsable des moyens et méthodes utilisés par son personnel et ses sous-traitants pour assurer leur protection individuelle ou collective.

Il lui appartient donc, chaque fois que nécessaire, en en référant à la personne chargée de la conduite du marché, d'aller au-delà des obligations qui lui sont prescrites dans cet article, notamment en matière de protection du public ou de sécurité du travail.

En référence à l'article 50 du CCAG-Travaux, le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

6-7 – Sécurité incendie

Pour tous travaux présentant un risque d'incendie ou un risque de détection incendie le titulaire doit demander, 48 heures à l'avance, un permis de feu au Service Prévention et sécurité Incendie.

Dans ce cas, les intervenants sur le chantier doivent venir y récupérer leur exemplaire du permis de feu et le conserver avec eux pendant toute la durée de leur intervention. Une confirmation de l'intervention par téléphone peut être demandée.

Le stockage de produits inflammables sur le chantier est interdit.

Il est fait obligation au titulaire de disposer sur le chantier des moyens de lutte de première intervention contre l'incendie.

Les moyens seront en nombre suffisant et seront disposés en accord avec le maître d'ouvrage.

6-8 – Protection des abords et des publics

A) Panneau de chantier

Tout affichage, publicité ou panneau de chantier du titulaire est interdit.

B) Propreté du chantier

Le titulaire doit le maintien en état de propreté et le nettoyage au moins hebdomadaire, voire journalier si cela s'avère nécessaire, de ses emprises de chantier et de leurs abords immédiats et, en fin de chantier, l'enlèvement de tous les matériaux inutilisés ainsi qu'un nettoyage général des espaces où il a œuvré.

C) Bruit

Les travaux engendrant un niveau de bruit important (travaux de démolition) doivent être programmés en accord avec le Maître d'ouvrage et ses représentants.

D) Dégradations causées aux voies publiques

En dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G. Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITES, ASSURANCES, GARANTIE

7-1 – Responsabilités

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire et par son sous-traitant du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations du présent marché.

Il est responsable de son matériel et de son personnel, qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

En conséquence, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages, dégâts, accidents, incendie ou autres causés de son fait, par négligence, manquements à ses obligations professionnelles ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le Titulaire est ainsi seul responsable des dommages causés directement à :

- Son personnel ou à des tiers, y compris le personnel de l'EPML ;
- Ses biens ;
- Aux biens appartenant à l'EPML ou à des tiers ;
- Aux biens mis à sa disposition (badges d'accès, ordinateurs, etc...).

Le Titulaire demeure seul responsable sans recours possible auprès de la personne publique pour des vols :

- Commis par son personnel,
- Commis avec la complicité de son personnel.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7-2 – Assurances

Le présent article déroge partiellement à l'article 8 du CCAG/Travaux, en ce que le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, dont il produire l'attestation et la copie avant toute notification du marché.

Les dispositions de l'article 8 du CCAG/Travaux s'appliquent sauf dérogation mentionnée ci-dessus.

A tout moment durant l'exécution du marché, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, le titulaire ainsi que ses sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils ont souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et bénéficiant de l'agrément de l'Etat, en produisant l'attestation.

Le musée du Louvre pourra à tout moment demander au titulaire la justification de la validité de sa couverture d'assurance, et subordonner le paiement des factures à la production de cette justification.

La police d'assurance couvre :

- ✓ le recours de tiers contre l'E.P.M.L. ;
- ✓ les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard des tiers, de l'E.P.M.L., de tout organisme auprès duquel le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

7-3 – Garantie

Il est fait application de l'article 44 du CCAG/Travaux.

Les délais de garantie, applicables le cas échéant suivant la nature des travaux, commencent à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG/Travaux, les périodes de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle ou d'une prise de possession anticipée, courent jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Elles courent depuis cette date, pendant :

1/ UN AN : au titre de la garantie de parfait achèvement à laquelle le titulaire est tenu et qui s'entend à la réparation de tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le représentant du maître d'ouvrage, soit au moyen des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception.

2/ DEUX ANS : au titre de la garantie de bon fonctionnement. Cette garantie porte sur les éléments d'équipement dissociables, abandonnant ainsi la distinction entre gros et menus ouvrages. Cette garantie institue une présomption de responsabilité pesant sur les constructeurs en cas de mauvais fonctionnement d'un élément d'équipement qui peut être démonté sans porter atteinte aux murs, à la toiture et au sol.

3/ DIX ANS : durée de la présomption de responsabilité qui pèse sur les constructeurs de l'ouvrage pour les dommages :

- qui portent atteintes à la solidité de l'ouvrage
- qui affectent l'un des éléments constitutifs et rendent l'ouvrage impropre à sa destination
- qui affectent la solidité des éléments d'équipements d'un bâtiment, que ces éléments font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

ARTICLE 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8-1 – Nature et contenu des prix

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Le marché est un marché à prix mixte composé à titre principal d'une part forfaitaire et à titre accessoire d'une part à commandes.

- Montant minimum de la part à commande pour la durée totale du marché : **200 000 euros H.T**
- Montant maximum de la part à commande pour la durée totale du marché : **800 000 euros H.T**

Tous les frais du titulaire relatifs à l'accomplissement de sa mission, qu'il s'agisse de temps passé, de frais de secrétariat, d'édition et de tirage de documents, de frais généraux, de taxes et impôts, de frais de transport, de déplacement et divers sont réputés compris dans les différents prix forfaitaires et unitaires du marché.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG susvisé, les prix sont réputés couvrir ou inclure la totalité des prestations qui font l'objet de l'accord-cadre. Ils sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations. Ils sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais et sujétions afférents à la bonne et complète exécution des prestations telles que définies au CCTP.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des réunions nécessaires à la bonne exécution des prestations, sans que ces réunions puissent faire l'objet de facturation en sus des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

Le prix est réputé établi sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des contraintes du site. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente au site, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires. En complément des dispositions de

l'article 9.1 du C.C.A.G_TRAVAUX, les prix du marché sont réputés complets et comprennent notamment :

- ✓ les frais d'assurance,
- ✓ les frais de déplacement et parking,
- ✓ les frais de restauration et d'hôtellerie,
- ✓ les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage, de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation et d'enlèvement des fournitures et matériels,
- ✓ les frais généraux (formation, fournitures des tenues pour les agents, fourniture du matériel et sa maintenance, l'ensemble des indemnités, primes et autres rémunérations liées à la profession),
- ✓ les travaux de secrétariat,
- ✓ les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- ✓ les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de la mission,
- ✓ les outillages, les moyens d'accès et de manutention, les équipements de protection individuelle et les appareils de mesure et de contrôle.
- ✓ les marges pour risque et bénéfice (ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations, notamment les sujétions découlant des conditions d'exécution définies au CCTP).

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

En cas de sous-traitance, le prix du marché est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations. Ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

8-2 – Prix forfaitaire

Les prestations faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire sont définies à l'article 3.3 du CCTP.

Ce prix figure à la décomposition du prix global et à l'acte d'engagement.

8-3 – Bons de commandes

Le pouvoir adjudicateur commande, en fonction de ses besoins, les prestations définies dans la partie « accord-cadre à bons de commande ». Il peut passer des bons de commande de ces prestations durant toute la période de validité de la partie « accord-cadre à bons de commande ». Chaque bon de commande précise celle des prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée.

Les prestations rémunérées à la commande sont définies à l'article 3.4 du CCTP.

Les bons de commande seront adressés au titulaire au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur.

L'exécution de la partie « accord-cadre à bons de commande » du marché en termes de prestations de service, par le titulaire, est subordonnée à l'émission d'un bon de commande par l'EPML.

8-3-1– Elaboration de propositions détaillées préalables ou devis

Les devis seront fournis par le titulaire, dans un délai de 2 semaines maximum à compter de la demande de devis, dans les conditions prévues au CCTP. Pour toute intervention en nocturne, la demande doit en être soumise au chargé de la conduite du marché au moins un mois à l'avance.

Après détermination précise de la prestation finale à réaliser, le pouvoir adjudicateur demande une proposition détaillée (devis) préalablement à l'émission du bon de commande afin d'en arrêter le montant global et définitif compte tenu tant de la nature, du volume et du périmètre des prestations à exécuter que du nombre d'heures, défini par le titulaire, nécessaires à sa complète réalisation.

Les devis devront prendre la forme définie par l'EPML (voir exemple de modèle en annexe n°5 du C.C.T.P) et mentionneront :

- la référence du marché,
- l'identification du prestataire (nom, adresse, siret),
- la date,
- la référence du devis,
- le nom de l'opération,
- un descriptif des prestations demandées,
- le détail des prestations en référence au BPU,
- les fiches techniques du matériel proposé,
- le détail des prestations sous traités,
- un planning précisant la durée d'exécution et d'approvisionnement,
- les justificatifs complets des fournitures faisant l'objet de prix nouveaux,
- le cas échéant, le taux de révisions de prix, l'assiette d'application et le montant total en résultant,
- le montant HT, la TVA et le montant TTC.
- le visa manuscrit du responsable de site ou une personne habilitée à signer les devis,

Concernant les prestations au tarif horaire définies au bordereau des prix unitaires, l'unité d'œuvre correspond à l'ensemble des prestations effectuées en une heure de travail par un salarié (frais d'encadrement compris) pour réaliser une intervention technique également au BPU.

Le titulaire doit, dans le cadre de son devoir de conseil, pendant les délais précités, signaler à l'EPML toute erreur formelle dans la demande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations, objet du présent marché. En l'absence de réserves formulées par le titulaire dans les quinze jours après réception du bon de commande, le bon de commande devient définitif, et le titulaire ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande. Le titulaire peut également demander à l'EPML des précisions supplémentaires, s'il le désire, préalablement à la transmission de la proposition détaillée préalable.

Les montants devront être conformes au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement en vigueur à la date de transmission du récapitulatif préalable détaillé. Le devis devra prendre en compte les taux horaires, le rabais ou remise et le coefficient contractuel d'entreprise sur les pièces et fournitures.

Les propositions de devis sont valables pendant trois mois. Au-delà de cette limite, l'EPML vérifie préalablement à l'émission de la commande que la proposition présentée n'a pas fait l'objet d'une modification. L'EPML peut demander des explications complémentaires écrites ou orales, voire la tenue d'une réunion.

En cas de demande :

- ✓ d'explications complémentaires par l'EPML, le titulaire fournit les explications complémentaires demandées dans les 2 jours ouvrés maximum de leur demande par l'EMPL,
- ✓ de réunion par l'EPML, la réunion se déroule dans les 5 jours ouvrés de la demande, à défaut, le dernier jour du délai à compter de la date de demande de l'EPML.

Dans tous les cas, l'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande.

S'agissant des conditions d'intervention du titulaire dans le cadre des prestations, il est entendu entre les parties qu'en tant qu'employeur de celles-ci, la ou les personnes constitutives de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations continueront d'être encadrées et dirigées de manière exclusive par le titulaire du marché sans qu'aucun transfert d'autorité, de contrôle hiérarchique ou de lien de subordination ne soit constitué au bénéfice du pouvoir adjudicateur.

Enfin, sauf vérifications prévues au présent CCAP et surveillance du respect de règles spécifiques notamment en matière d'hygiène et de sécurité, le titulaire exerce seul, par l'intermédiaire d'un membre encadrant et superviseur, son contrôle sur la réalisation des prestations commandées, leurs conditions de mise en œuvre ainsi que sur le rendu final.

Toute modification de commande entraînant une modification de montant est constatée par un cahier des charges et, le cas échéant, un planning, modificatifs qui seront annexés au bon de commande modificatif. En effet, dans ce cas, la poursuite de l'exécution des prestations du titulaire est conditionnée par l'émission d'un bon de commande modificatif de l'EPML.

8-3-2 – Emission des bons de commande

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine par le pouvoir adjudicateur au titulaire avant tout début d'exécution.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. Ainsi, l'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du présent marché peut être poursuivie au-delà de cette date d'échéance pour une durée maximale définie à l'article 3.2 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans le délai fixé à l'article 3.7.2 du CCAG/Travaux, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part

L'autorité habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou la(les) personne(s) désignée(s) à cet effet.

8-3-3 – Contenu des bons de commande

Les bons de commande comportent au minimum les indications suivantes :

- un numéro du bon de commande à rappeler sur la demande de paiement et le cas échéant sur le bon de livraison ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro d'enregistrement du marché qui figure sur l'acte d'engagement ;
- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à exécuter ;
- le prix HT des prestations à exécuter ;
- les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution ;
- la date de début d'exécution (à défaut de mention, la date de début d'exécution est la date de notification du bon de commande), le délai de livraison ou d'exécution (et/ou la (les) date(s) ou période de réalisation des prestations) ;
- les montants totaux HT et TTC de la commande, ainsi que le taux de TVA.

8-4 – Prix nouveaux

Au vu de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut commander des prestations pour lesquelles le bordereau des prix unitaires ne prévoit pas de prix et ce, sans que ces prestations puissent remettre en question l'économie du contrat ou avoir d'incidence financière sur le montant de celui-ci et sans qu'il soit nécessaire de modifier les pièces du marché.

Aussi, dans le cadre de prestations de la part à bons de commande, toute extension des prestations du marché, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché, pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix et qui ne seraient pas identifiées à ce jour, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix unitaires, ...).

Afin de répondre à une évolution des besoins en cours de marché s'inscrivant dans le périmètre du marché, l'EPML se réserve la faculté de demander au titulaire du marché, dans la partie « accord-cadre à bons de commande », la réalisation de prestations non prévues au bordereau des prix unitaires.

Toute commande de ce type est subordonnée à la mise au point par le titulaire, au préalable, d'un devis détaillé. Le titulaire envoie son devis détaillé dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'EPML, à la personne assurant la conduite du marché.

Le titulaire certifie toutefois que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Modalités particulières relatives à l'établissement des prix nouveaux :

Le titulaire remettra alors un devis comprenant la fourniture avec application du coefficient G01 ainsi que les heures de main d'œuvre rémunérées par application des prix G02 à G05. A l'appui il fournira le devis de son fournisseur concernant la fourniture. L'EPML se réserve le droit de demander la facture du fournisseur au moment à la réception des prestations.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des nouvelles références :

- **Cas n°1** : ce devis, une fois validé par l'EPML, sera annexé à un bon de commande. Ces prix ne font pas l'objet de révisions.
- **Cas n°2** : en cas de commandes multiples ou récurrentes de ces nouvelles références, ces nouveaux prix pourront être intégrés au bordereau des prix unitaires, sans donner lieu à la passation d'un avenant. L'EPML notifiera dès lors par ordre de service son accord sur les conditions proposées par le titulaire et pourra commander ces nouvelles références sans une demande préalable de devis. Les prix ainsi définis font l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires signé des deux parties. Ces prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix, dit « Mo ». Ils seront révisés, le cas échéant, dans les conditions définies au présent marché.

8-5 – Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 54 du CCAG/Travaux, il est prévu les clauses de réexamen suivantes :

En cas de modifications énumérées ci-après, le Titulaire sera avisé par ordre de service avec respect d'un délai de préavis de quinze jours.

Ces ordres de services peuvent concerner l'ajout ou la suppression de postes.

Les modifications seront par la suite entérinées par voie d'avenant.

8-5-1 – En cas d'ajout d'un plan de progrès

Les parties pourront s'entendre aux fins d'introduction d'un plan de progrès destiné à améliorer les performances de la prestation tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire, en tant qu'expert et dans le cadre de son obligation générale d'information et de conseil, devra être en mesure, sur sollicitation de l'EPML, de faire des propositions et présenter des solutions quant aux aménagements de toute nature (moyens humains, évolution du matériel, produits, évolution des process et procédures) afin d'optimiser la qualité de la prestation et pour parvenir à une plus grande efficacité de la prestation globale.

De même, il veillera à la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Le cas échéant, le plan de progrès, validé conjointement par l'EPML et le titulaire, sera contractualisé dans le cadre d'un avenant au présent marché.

8-5-2 – En cas de circonstances imprévues

Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- ✓ Des conditions financières du marché, et/ou
- ✓ Des conditions d'exécution du marché, et/ou
- ✓ De la durée du marché,

et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

8-6 – Prestations similaires

Conformément et dans le respect des dispositions prévues à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut, le cas échéant, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence pour des prestations similaires.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9-1 – Répartition des paiements

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations qui seront réalisées par les différentes entreprises intervenantes et qui, de ce fait, se verront réglées directement.

9-2 – Modalités de règlement pour le forfait

Cet article déroge à l'article 12 du CCAG/TRAVAUX

- **Pour les inspections des parquets**, les prestations sont réglées, à l'avancement, sur présentation de la facture d'un montant correspondant aux prestations réalisées par le titulaire.
- **A compter du début d'exécution des autres prestations forfaitaires** dont le contenu est fixé au CCTP, et trimestriellement, il est fait production par le titulaire, conformément aux dispositions de l'article L2191-4 et des articles R2191-20 et suivants du code de la commande publique, d'une demande d'acompte trimestriel correspondant à 1/16^{ème} du forfait résultant de la DPGF faisant apparaître les sommes auxquelles il prétend.

Toutes les demandes d'acompte seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des sous-traitants sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

En cas de modifications demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra les intégrer et renvoyer la demande d'acompte modifiée.

L'administration procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de l'acompte et désigné soit dans le contrat, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 12.1.9 du CCAG/Travaux, le maître d'œuvre ne rectifiera aucun projet de décompte établi par le Titulaire. Les projets de décomptes incomplets ou erronés, y compris en ce qui concerne les mentions légales, seront rejetées.

9-3 – Modalités de règlement pour la part à commandes

Par dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux, les bons de commande feront l'objet d'une facture après validation complète des prestations sans réserve.

Lorsqu'il s'agit d'une facturation unique, il est établi une facture mentionnant :

- le numéro et l'intitulé du marché
- la référence du bon de commande auxquels les travaux se rapportent
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le n° de compte bancaire ou postal tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- la désignation des travaux exécutés
- le montant en prix de base ;
- Les révisions de prix éventuelles
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total à régler
- le montant à régler directement aux sous-traitants ;
- la date.

Les bons de commande d'une durée supérieure ou égale à trois mois peuvent faire l'objet d'acomptes selon un état d'avancement mensuel validé par le maître d'ouvrage dans la limite de 80 % du montant du bon de commande.

Le solde de 20 % sera réglé après service fait.

Lorsqu'il s'agit d'un paiement à l'avancement, il est établi un décompte mentionnant :

- le numéro et l'intitulé du marché
- la référence du bon de commande auxquels les travaux se rapportent
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le n° de compte bancaire ou postal tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- la désignation des travaux exécutés
- le montant total à régler compte tenu des travaux exécutés depuis le début de la commande
- le montant déjà réglé
- le montant restant à payer
- Les révisions de prix éventuelles
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total à régler
- le montant à régler directement aux sous-traitants ;
- la date.

Accompagné du détail d'avancement selon le devis.

Le versement du solde fera office de décompte final.

9-4 – Modalités de transmission des documents relatifs au paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - Déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Toutes les demandes de paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement soit à l'acte spécial de sous-traitance.

9-5 – TVA

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du début d'exécution pour les acomptes mensuels.

9-6 – Délais de paiement et intérêts moratoires

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Toutefois, l'EPML se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de dix points de pourcentage ;

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

9-7 – Variation des prix

9-7-1 – Révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (M0).

Conformément aux dispositions de l'article 9.4.4 du CCAG/Travaux, la date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est le mois de remise des offres ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation.

Ces prix sont révisibles annuellement au mois anniversaire de la notification du marché dit mois de révision des prix « Mr ».

Afin de simplifier la gestion du marché pour les 2 parties, pour la part à bons de commande:

- quand le devis est préalable à la commande, c'est la date du devis qui fait foi pour l'application de la présente clause
- lorsque le devis est postérieur à la réalisation de la prestation (astreinte par exemple) c'est la date de la prestation qui fait foi pour l'application de la présente clause.

Lorsque le devis ne mentionne pas la révision prévue, le Louvre se réserve le droit de ne pas l'appliquer.

Les prix unitaires issus de l'application d'un coefficient de vente sur justification ne sont pas révisibles.

En cas de prix nouveaux intégrés au bordereau des prix unitaires (cas n°2), ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessous.

N.B : Les prix tels que décrits dans le cas n°1 des prix nouveaux (article 8-4 du présent CCAP) ne font pas l'objet de révision des prix.

9-7-2 – Cadencement

Les prix sont révisibles annuellement dans les conditions définies au présent CCAP.

En complément de l'article 9.4 du CCAG/Travaux, dans l'hypothèse où une hausse des prix liée à la conjoncture économique (crise sanitaire, hausse des prix exceptionnelle mondiale des matières premières...) serait constatée au cours de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier temporairement le cadencement de la révision des prix.

Le changement de cadencement s'effectuera par le biais d'un avenant à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Le cadencement sera adapté en fonction de l'évolution de l'indice (mensuel, trimestriel ou autre).

9-7-3 – Formule de révision de prix

Les prix du marché (forfait et prix du BPU) sont révisibles annuellement à chaque date anniversaire du démarrage de l'exécution de la maintenance, mois « Mr » mois de démarrage de l'exécution de la prestation par application des formules suivantes :

$$Pr = Po (0,30 + 0,70 BT18an/BT18ao)$$

Dans lesquelles :

- **BT18a** désigne l'index du bâtiment « Menuiserie intérieure en bois » - Base 2010

- Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».
- L'indice « o » désigne la valeur au mois ou au trimestre Mo
- L'indice « r » désigne la dernière valeur de l'indice concerné à la date considérée de révision (Mr).

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- ✓ Par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- ✓ Par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9 ;

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge des commandes, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

Cet index est consultable sur les sites Internet suivants :

<http://www.bdm.insee.fr/bdm2/choixCriteres?codeGroupe=2>

ou <http://services.lemoniteur.fr>

Si l'un des index de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

NB : Les prix avec application d'un coefficient de vente au prix d'achat fournisseur ne sont pas soumis à révision

9-8 – Paiement des sous-traitants

L'Acte d'engagement ou l'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées aux sous-traitants.

Les modalités et la procédure de paiement direct sont définies aux articles L2193.10 et R2193.10 et suivants du Code de la commande publique.

9-9 – Paiement des co-traitants

En cas de groupement d'entreprises, et uniquement dans le cas d'un paiement sur facture, le titulaire mandataire du groupement fait parvenir au Musée du Louvre, les factures de son ou ses co-traitant(s), qu'il aura préalablement validées.

Ces factures sont adressées aux coordonnées indiquées à l'article 8 du présent CCAP.

Dans le cadre du forfait, le mandataire établi dans son état d'acompte la part des sommes dues à son ou ses cotraitants, dans le cadre strict des informations indiquées à l'AE.

9-10 – Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 10 – CESSION ET NANTISSEMENT

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n° 81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 11 – AVANCE

Une avance peut être accordée à l'entrepreneur, sauf refus exprès de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, en son article 10-2, dans les conditions et selon les modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique. Conformément à l'option B de l'article 10.1 du CCAG/Travaux, **le taux est fixé à 5%**. Néanmoins, conformément à l'article R. 2191-7, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

ARTICLE 12 – DEFAUT D'ATTEINTE DES RESULTATS - PENALITES

12-1 – Défaut d'atteinte des résultats

Le titulaire s'engage à exécuter l'opération conformément aux délais impartis aux CCTP.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG / Travaux, la non-exécution ou l'exécution non conforme aux dispositions des CCAP et CCTP entraîne l'application des pénalités ci-dessous.

En cas d'événement accidentel grave ou de réparations lourdes arrêtées d'un commun accord entre le titulaire et la personne chargée de la conduite du marché, les pénalités correspondantes pourront ne pas être appliquées sur décision de la personne chargée de la conduite du marché.

12-2 – Pénalités

Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG/Travaux.

Le montant des pénalités est plafonné à hauteur de 10% :

- ✓ pour la partie forfaitaire, du montant total global et forfaitaire,
- ✓ pour la partie correspondant à l'accord-cadre, du prix HT du bon de commande concerné.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant du bon de commande ou du montant total concernant la partie forfaitaire correspondant restant dû par le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000€ HT pour l'ensemble du marché.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'émettre des titres de recette pendant l'exécution du contrat afin de procéder au recouvrement des pénalités éventuelles.

La non-exécution ou l'exécution non conforme aux dispositions des CCAP et CCTP entraîne l'application des pénalités ci-dessous.

Les pénalités sont cumulables. La somme des montants des pénalités sera mensuellement répercutée au titulaire

- Retard dans la réalisation des prestations forfaitaires (inspection, remise du rapport, remplacement de lames) : 15€ par jour de retard
- Retard de prestation sur part à commande : 1/1000 du montant du bon de commande, 10€ minimum par jour de retard
- 50 € pour absence du représentant du titulaire en cas de convocation
- 300 € par prestation exécutée sans permis de feu et 300 € supplémentaires si, en outre, l'exécution de la prestation a entraîné une détection incendie.
- Consignation des équipements : 150€/constat si défaut de procédure.
- Défaut de propreté du chantier : 80 € par jour et par chantier.
- Perte d'un badge ou de clef : 50€/unité
- Non-respect du port du badge : 25 €/agent
- Tenue négligée : 150€/constat
- Non-conformité de la liste nominative du personnel affecté aux travaux : 200 €/constat
- Non-respect d'une consigne écrite : 300,00€/constat
- Absence de devis (y compris justificatifs des fournitures pour prix nouveaux) suivant délai fixé à l'article 7.3.1 du présent CCAP : 100€/jour calendaire
- **Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**
 - o En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **50 euros** par heure d'insertion non réalisée.
 - o En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

12-3 – Réfections

Il peut être appliqué des réfections en cas de non-respect des obligations définies au titre des prestations de maintenance ou en cas d'exécution imparfaite des prestations. La décision de réfaction est motivée et est notifiée au titulaire après que celui-ci ait été à même de présenter ses observations.

NB : L'absence de rapport après les inspections ne pourra jamais faire l'objet d'une réfaction. Si le rapport n'est pas remis, la prestation ne fera l'objet d'aucun paiement.

12-4 – Indemnités

Le titulaire ne peut prétendre à indemnité en cas de :

- ✓ Modification des heures d'ouverture au public du musée du Louvre, dans la mesure où les horaires de présence de son personnel ne sont pas modifiés,
- ✓ Indisponibilité partielle ou totale des installations mises à sa disposition,
- ✓ Insuffisances ou erreurs dans les bases de données techniques existantes,
- ✓ Modification des conditions d'accès.

ARTICLE 13 – SOUS TRAITANCE

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du pouvoir adjudicateur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la

santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le respect des dispositions des articles L2193-1 et suivants du code de la commande publique, celles-ci étant d'ordre public. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG/Travaux :

- article 3.6.1 Sous-traitance directe ;
- article 3.6.2 Sous-traitance indirecte.

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il a la charge, sans avoir reçu l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant (acte spécial de sous-traitance établi conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique ou formulaire correspondant de la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) des ministères financiers disponible sur le portail de l'économie et des finances à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> que le titulaire doit remettre à la personne chargée de la conduite du marché contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception).

Selon l'état d'avancement de la procédure, les modalités de déclaration varient comme suit :

1/ Dès l'instant où la demande de sous-traitance intervient au moment de la remise de son offre, le candidat l'indique dans l'acte d'engagement et produit, simultanément, l'acte spécial de sous-traitance correspondant ainsi que les pièces justificatives afférentes à ce stade de la procédure (article R.2193-1 du Code de la commande publique).

2/ Dans le cas où la demande est présentée après la conclusion du marché (articles R.2193-2 et R.2193-3 du Code de la commande publique), le titulaire remet à l'adresse ci-dessous, contre récépissé ou envoie par lettre recommandée avec avis de réception, l'acte spécial de sous-traitance, les pièces justificatives afférentes à ce stade de la procédure ainsi que l'exemplaire unique, à supposer qu'il lui a été délivré, afin d'obtenir sa modification. Si ce dernier ne peut pas être restitué, se reporter aux conditions mentionnées dans l'acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire a à compléter l'acte spécial de sous-traitance, en cas de demande d'agrément de sous-traitant. A l'appui de sa demande, le titulaire fournira l'ensemble des renseignements mentionnés à aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation dudit marché, y compris, si la personne publique le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur et sursoit aux délais d'acceptation tacite.

En l'absence de remise d'acte de sous-traitance, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le site.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

De manière générale, l'ensemble des actes spéciaux de sous-traitance est à adresser à l'adresse suivante :

DAMJ-SFJ@louvre.fr

Seul un marché public qui présente les caractéristiques d'un contrat d'entreprise peut faire l'objet d'une opération de sous-traitance. Un contrat d'entreprise, aussi appelé de louage d'ouvrage, est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles. Un marché public est ainsi assimilable à un contrat d'entreprise lorsqu'il s'agit d'un marché public de travaux, d'un marché public de services ou lorsqu'il s'agit d'un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de services, telles que des prestations de conception ou d'adaptation.

ARTICLE 14 –PREPARATION, EXECUTION DES TRAVAUX

14-1 – Connaissance des lieux

Avant l'exécution des travaux, le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance de tous les plans utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du lieu d'exécution des travaux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec le projet,
- apprécié exactement les conditions d'exécution des ouvrages,
- procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris connaissance de toutes les conditions d'accès, des horaires d'accessibilité des locaux, de toutes les sujétions liées aux abords, à l'exécution des travaux, ainsi qu'à l'organisation du chantier,
- contrôlé toutes les indications formulées dans la demande des prestations, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires auprès du maître d'ouvrage.
- établi un quantitatif des prestations à réaliser, conformément à la demande faite.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du maître de l'ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter sans prétendre à un supplément.

Le titulaire ne pourra prétendre à une augmentation du devis établi en raison de sujétions liées aux règles de sécurité qui lui incombent au regard de la réglementation en vigueur ou aux règles inhérentes au Musée. Ainsi, préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudage ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, l'entreprise doit remplir 48 heures à l'avance un permis feu fourni par le maître d'ouvrage.

14-2 – Prototypes - Echantillons

Tous les échantillons qui seront demandés par la personne responsable du marché ou par l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), conservateur du Palais du Louvre et du jardin des Tuileries pour fixer leur choix, font expressément partie des prix unitaires ainsi que toutes présentations, modifications, dépose des ouvrages ou parties d'ouvrages non acceptés.

C'est seulement après approbation de ses plans d'exécution par l'ABF que l'entrepreneur pourra exécuter ses ouvrages.

ARTICLE 15 – RECEPTION ET VERIFICATION DES PRESTATIONS

15-1 – Constatation et constat contradictoires

Au sens du présent article, la constatation est une opération matérielle, le constat est le document qui en résulte.

Des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit du titulaire, soit du maître d'ouvrage.

Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou de l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités.

Le maître d'ouvrage fixe la date des constatations lorsque la demande est présentée par le titulaire. Cette date ne peut être postérieure de plus de huit jours à celle de la demande. Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le maître d'ouvrage contradictoirement avec le titulaire.

Si le titulaire refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au maître d'ouvrage.

Si le titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. A défaut et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du maître d'ouvrage relative à ces prestations.

Dans le cas où le maître d'ouvrage n'a pas opéré les constatations contradictoires prévues ci-dessus dans les huit jours de la demande qui lui a été faite, le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur. Celui-ci fixe, dans les conditions prévues à l'article 15.2 du présent CCAP la date des constatations. Il en informe le titulaire et le maître d'ouvrage ; il les informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations, et assisté, s'il le juge utile, d'un expert, afin que puissent être mises en application les dispositions particulières suivantes :

- ✓ si le maître d'ouvrage dûment convoqué n'est pas présent ou représenté à la date fixée, cette absence est constatée et les constatations sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur et son assistant éventuel ; le constat est alors réputé contradictoire et le titulaire est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte ;
- ✓ il en est de même si le maître d'ouvrage présent ou représenté refuse de procéder aux constatations.

15-2- Réception des prestations

15-2-1 – Réception des prestations de la part forfaitaire

1. Inspection des parquets :

Chaque inspection de parquets fera l'objet d'un rapport d'inspection selon les modalités décrites à l'article 3.3.2 du C.C.T.P.

Ce rapport est envoyé au maître d'œuvre. A l'issue des opérations de vérification du MOE et sur proposition de celui-ci, la personne chargée de la conduite du marché ou son représentant prend une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet. La décision d'admission prend la forme d'une validation de service fait.

En cas d'ajournement ou de rejet, l'EPML peut demander au titulaire d'exécuter à nouveau les prestations dans un délai qui lui sera communiqué par l'EPML.

Le paiement de chaque rapport d'inspection ne pourra s'effectuer qu'après validation de l'EPML.

2. Remplacement des lames :

Les opérations de vérifications portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

L'EPML peut à tout moment engager des opérations de vérification quantitatives ou qualitatives.

Pour les prestations de permanence l'EPML peut à tout moment engager des opérations de vérification portant sur la présence effective du titulaire sur le site.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'EPML peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'EPML en cas de matériels défectueux ou de prestations ne correspondant pas aux prescriptions techniques définies au présent C.C.A.P., la personne publique notifie au titulaire sa décision de rejet, de réfaction ou d'ajournement.

Le titulaire devra exécuter à nouveau les prestations dans un délai qui lui sera communiqué par l'EPML.

Dans tous les cas, la personne publique pourra prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le résultat fera l'objet d'un PV signé des deux parties après remise du rapport d'intervention mensuel.

15-2-2 – Réception des prestations de la part à commande

Les travaux exécutés sur bon de commande sont admises dans les conditions prévues aux articles 41 du CCAG/travaux, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Le Titulaire établit à l'issue de l'exécution de chaque prestation un projet de procès-verbal de réception à l'attention des représentants du Musée du Louvre (il devra y faire figurer les opérations réalisées par les sous-traitants)

L'EPML procède, en présence ou non du titulaire, aux opérations préalables à la réception dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations/travaux prévu(e)s au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des pièces concernées aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations liées aux prestations ou travaux et de la remise en état des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des prestations ou travaux.

A l'issue de ces opérations, la personne en charge de la conduite du marché finalise le PV et le fait signer par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention.

En cas d'absence du titulaire, le procès-verbal est établi et signé par l'EPML qui transmettra un exemplaire au titulaire.

Au vu du procès-verbal, l'EPML décide si la réception de la prestation est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. La décision est notifiée au titulaire par la transmission du procès-verbal signé.

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les bons de commande n'ont pas été exécutées, l'EPML peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai fixé par l'EPML. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal précédent. La facturation ne pourra être faite qu'à l'issue d'un PV sans réserve.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par l'EPML ou, en l'absence d'un tel délai, dans le mois suivant la notification de la décision.

Au cas où ces prestations ne seraient pas faites dans le délai prescrit, l'EPML peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché et/ou au bon de commande correspondant, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, l'EPML peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et l'admission est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Les études et l'exécution de certains travaux pourront être soumises au contrôle d'un bureau spécialisé dont la désignation et la rémunération seront assurées par le maître d'ouvrage.

Les frais occasionnés par les essais exigés par ce bureau de contrôle et accepté par le maître d'ouvrage seront à la charge du titulaire s'ils sont obligatoires ou si le résultat conduit à une démolition ou à une réfection. Ils sont à la charge du maître d'ouvrage si leur résultat est favorable au titulaire.

Le titulaire s'engage à désigner une personne unique en son sein pour la prise en compte des réclamations suites aux travaux.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 55 du CCAG/Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de contentieux liés à la passation de l'accord-cadre ou à ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre, le Tribunal administratif compétent sera celui dans le ressort duquel le Pouvoir Adjudicateur concerné a son siège. Soit :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 17 – RESILIATION

Les stipulations des articles du CCAG/Travaux sont seules applicables.

Le marché pourra notamment être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/Travaux sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 50.3 du CCAG/Travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans tous les cas prévus au présent CCAP et dans les pièces contractuelles qui y sont mentionnées.

ARTICLE 18 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

18-1 – Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- ✓ les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.
- ✓ les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents

En cas de candidat étranger, si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est rappelé qu'en application de l'article L.8222-6 du code du travail, à défaut de la fourniture de ces documents, le titulaire encourt une pénalité de 10 € par jour de retard dans la limite des amendes prévues par les articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail et de 10% du montant HT du marché en cours d'exécution.

18-2 – Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1, D.8254-2, D.8254-3 et D.8254-4 du code du travail, le candidat ayant recours à l'emploi de travailleurs étrangers remet au pouvoir adjudicateur tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

Sa date d'embauche ;

Sa nationalité ;

Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le musée du Louvre à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 19 – DEROGATION AU CCAG/TRAVAUX

- ✓ L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/Travaux
- ✓ L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG/Travaux
- ✓ L'article 6-8 du présent CCAP déroge à l'article 34.1 du CCAG/Travaux
- ✓ L'article 7-2 du présent CCAP déroge à l'article 8 du CCAG/Travaux
- ✓ L'article 7-3 du présent CCAP déroge aux articles 42.3 et 44 du CCAG/Travaux
- ✓ L'article 9-3 du présent CCAP déroge à l'article 12 du CCAG/Travaux
- ✓ L'article 9-7-1 du présent CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG/Travaux
- ✓ L'article 12-1 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG/Travaux.
- ✓ L'article 12-2 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG/Travaux.